Sortir du nucléaire

Depuis 1990 – Journal d'information – Nº 145 – novembre - décembre 2025

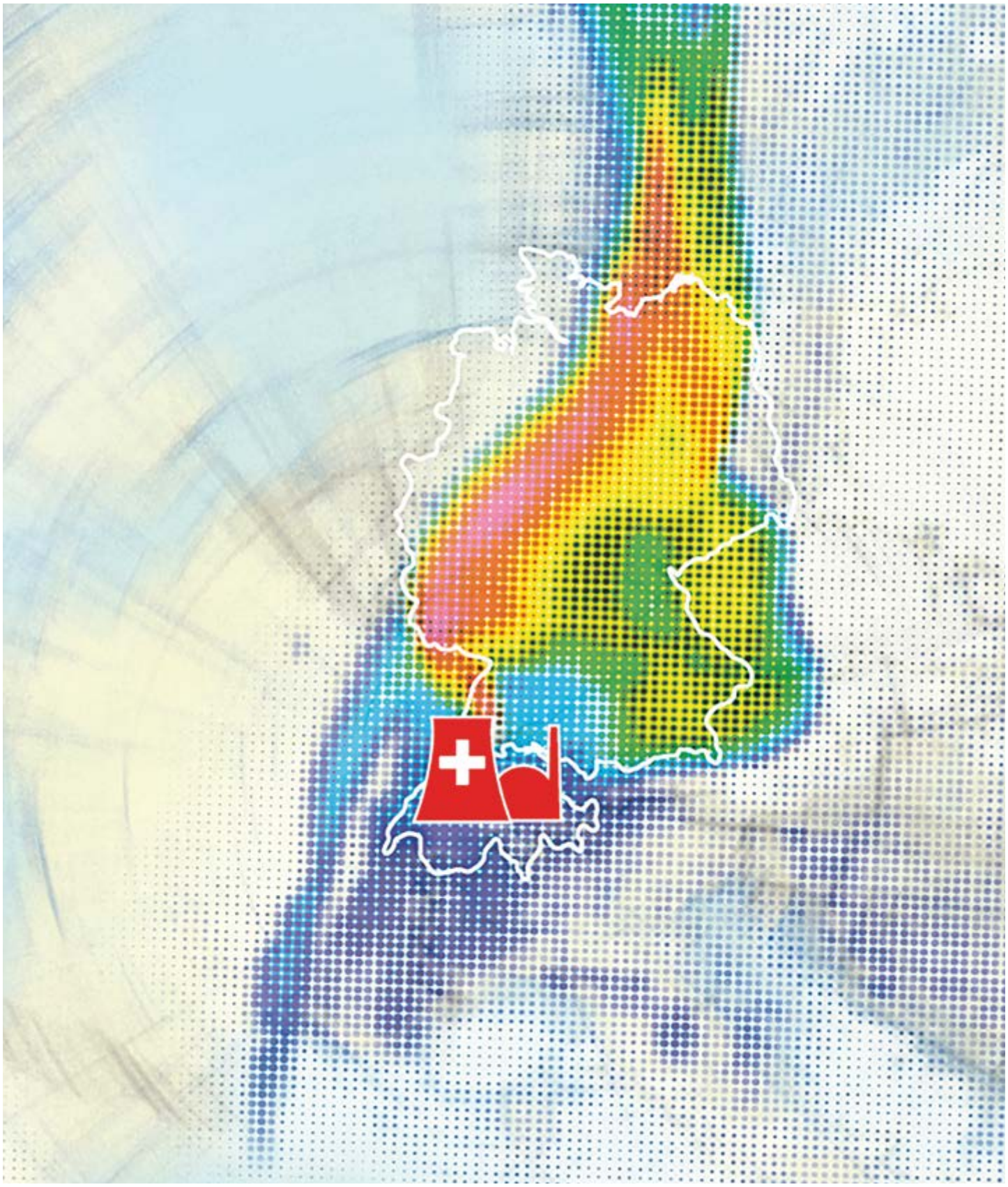


Illustration de couverture de l'étude *Risque illimité: menace pour l'Allemagne en cas d'accidents graves dans les centrales nucléaires suisses*. Association trinationale pour la protection nucléaire, ATPN, Bâle, 2025. Cartographie par Holger M. Müller.

Grégoire Chambaz, spécialiste en durabilité et risques systémiques

« En sociologie des catastrophes, la panique des élites est un phénomène bien connu, au contraire de celle de la population, qui est extrêmement rare. »

Prof. Rosa Goncharova, biologiste et généticienne, Bélarus

« Sans lobby nucléaire, le *Projet de recherche Tchernobyl* n'aurait pas conclu à l'absence d'augmentation des cancers de la thyroïde. »

Martine Docourt Conseillère nationale neuchâteloise

« L'énergie nucléaire n'est pas seulement non durable, elle crée de nouvelles dépendances vis-à-vis de la Russie qui fournit l'uranium enrichi. »

Marc Wuarin, Conseiller municipal, Chêne Bougeries (GE)

«Les années à venir seront sombres pour le nucléaire. Le changement climatique menace encore plus la stabilité de ce réseau, très dépendant de la température des eaux pour le refroidissement des réacteurs. »

Jelica Aubry-Janketic Députée au parlement jurassien

« Prolonger les vieilles centrales serait prendre des risques accrus, dépenser beaucoup d'argent pour des installations obsolètes et reporter de vrais choix de transition énergétique»

Florian Bille, pasteur de la paroisse de Gimel-Longirod

« C'est dans les 20 prochaines années qu'il y aura des problèmes d'approvisionnement. La question posée par "Stop black-out" est un peu inutile parce qu'elle ne dit rien sur les 20 prochaines années… »

Éditorial

Ilias Panchard
Président de Sortir du nucléaire

La transition énergétique, ou l'IA ?

L'intelligence artificielle a un appétit sans limite. Chaque requête à ChatGPT ou chaque image générée par Gemini consomme une part croissante de notre électricité et de notre eau. En Suisse, les centres de données consomment à l'heure actuelle déjà l'équivalent de la consommation énergétique de 700 000 foyers. Et d'ici 2030, les outils d'intelligence artificielle pourraient absorber l'équivalent de la production d'une centrale nucléaire entière.

Ce boom énergétique survient alors que notre pays s'est engagé à sortir du nucléaire et à bâtir un système fondé sur l'efficience et les énergies renouvelables. Mais pendant que nous isolons nos bâtiments et installons des panneaux solaires, Microsoft, Google ou Amazon multiplient les serveurs gloutons en Suisse. L'intelligence artificielle deviendra-t-elle la bouée de sauvetage du nucléaire ?

Sortir du nucléaire, c'est refuser cette fuite en avant : celle d'une société qui consomme toujours plus d'énergie sans réfléchir au bien-fondé de cette technologie. L'électricité suisse doit servir à décarboner nos vies, pas à entraîner des machines sans réfléchir à leur utilisation. La véritable intelligence, celle qui nous permettra de sortir du nucléaire et de protéger le climat, n'est pas artificielle : elle est humaine, sobre et renouvelable.

Ilias Panchard, Lausanne

Appel de l'Alliance

Commandez un drapeau (prix libre) maintenant: info@sortirdunucleaire.

Cet hiver, le Parlement se prononcera sur le contre-projet à l'initiative «Stop Black-out» soutenue par l'UDC. L'Alliance *Sortons du nucléaire* lance un appel aux élus.

Malgré les sondages commandés par le lobby nucléaire, une large majorité des participants à la consultation fédérale sur le retour du nucléaire (cantons, villes, associations, défense des consommateurs, milieux économiques progressistes et acteurs majeurs du secteur énergétique) rejettent le contre-projet à l'initiative « Black-out ». Ils appellent le Conseil fédéral à maintenir le cap décidé en votation vers les renouvelables, la sécurité et l'indépendance, au lieu d'écouter les promesses d'un lobby nucléaire et l'idéologie venue d'outre-Atlantique.

Les promoteurs de centrales dites « alternatives » annoncent une percée technologique depuis des décennies. **Ils nous promettent des résultats pour 2040. C'est trop tard !**

En 2024, la Loi sur l'électricité a été approuvée par 68,7 % des voix, Elle répond aux besoins d'approvisionnement hivernal en misant sur l'hydroélectricité, le photovoltaïque et le réhaussement des barrages.

Le Parlement doit refuser d'entrer en matière sur le contre-projet et rejeter clairement l'initiative des nostalgiques du nucléaire. Il doit au contraire accélérer la transition énergétique.

« La Suisse a besoin aujourd'hui d'un leadership énergétique clair, pas de débats symboliques autour de technologies nucléaires dépassées. Le Parlement doit choisir la voie de la sécurité d'approvisionnement et de la protection du climat grâce aux renouvelables » a déclaré Florian Kasser, président de l'*Alliance Sortons du nucléaire*.

Philippe de Rougemont, Secrétaire gén. Genève

www.atomausstieg.ch/fr

Le nucléaire suisse inquiète

Les quatre réacteurs nucléaires suisses sont tous situés au nord, près de la frontière allemande. Il n'est donc pas étonnant que des Länder allemands, qui ont réussi leur sortie du nucléaire, aient interpellé à plusieurs reprises la Suisse sur la sureté de ses centrales. Ces interpellations continuent.

La Suisse exploite les plus vielles centrales nucléaires du monde, avec un âge moyen de 49 ans. De quoi s'inquiéter, d'autant plus que leur bon fonctionnement était initialement garanti 25 ans pour Beznau 1 et 2, et 40 ans pour Gösgen et Leibstadt !

Risque sans frontières

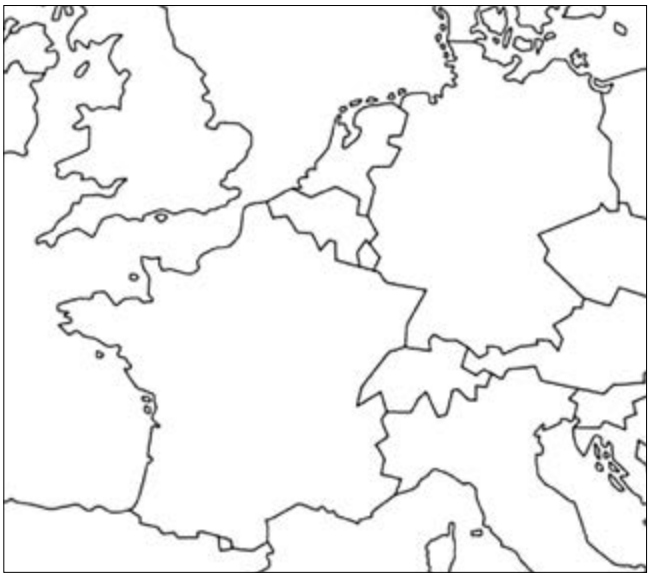
En effet, en cas d'accident majeur, la population n'est pas mise en danger seulement aux abords immédiats de la centrale touchée : les particules radioactives sont transportées au loin par les vents et retombent avec la pluie. Ce n'est pas seulement le grand Fribourg-en-Brisgau qui serait atteint, mais aussi, suivant la direction des vents, d'autres villes importantes comme Karlsruhe, Stuttgart, Mannheim, Heidelberg, Ulm, Nuremberg, Augsbourg, Münich...

Les populations devraient dans un premier temps, se réfugier dans des abris, puis, selon l'importance des retombées, être évacuées pour des périodes pouvant atteindre plusieurs décennies ; Selon Harald Lotis, maire de Bahlingen (Bade Wurtemberg), **« il est quasiment impossible de prendre des mesures ordonnées à tous les niveaux de l'État pour protéger la population efficacement »**.

La société civile s'inquiète aussi de la situation : cet été l'*Association Trinationale de Protection nucléaire* (ATPN – TRAS), implantée dans la région transfrontalière bâloise, a publié l'étude *Risques sans frontières* décrivant le danger que les centrales nucléaires suisses font courir à l'Allemagne [1]. Les retombées seraient plus importantes en Allemagne qu'en Suisse ! Extraits :

Impact massif sur la population

Un accident nucléaire en Suisse exposerait la population allemande à des rayonnements dépassant de plusieurs ordres de grandeur la limite tolérée. Il faudrait s'attendre à des séquelles à long terme et à des dommages génétiques affectant également les générations futures. Même dans des conditions météorologiques moyennes, on ne pourrait exclure, rien qu'en Allemagne, des dizaines de milliers de décès et un nombre encore plus élevé de maladies graves et permanentes. Le pire serait la situation de faibles vents du sud et d'ouest, accompagnés de pluies. L'iode radioactif dégagé menacerait en particulier les enfants, jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres à la ronde. Des comprimés d'iode, pris à temps, offriraient une protection mais seulement pour un type de nucléide radioactif.



Les centrales suisses sont une menace au coeur de l'Europe.

L'approvisionnement en eau potable serait menacé. L'eau du lac de Constance pourrait ne plus être potable dans le Bade-Wurtemberg. Il y aurait un dépassement durable, et très élevé, des valeurs limites pour l'eau potable dans la région de Bâle.

En raison de la longue demi-vie du césium radioactif libéré, une grande partie du sud de l'Allemagne et d'immenses territoires situés à plusieurs centaines de kilomètres pourraient devenir inhabitables à long terme selon la météo. Plusieurs centaines de milliers voire plusieurs millions de personnes dans le sud de l'Allemagne pourraient perdre définitivement leur logement, leur emploi et leur foyer.

L'étude présente une mine de renseignements objectifs et scientifiques. À sa lecture la conviction qu'il faut arrêter au plus vite Beznau 1 et 2, Gösgen et Leibstadt en sort renforcée !

P.S. En 2019, Sortir du nucléaire a commandé à l'Institut Biosphère une étude décrivant les effets d'un accident nucléaire majeur [2].

Christian van Singer, membre du comité, La Croix/Lutry

1 www.tinyurl.com/tras-2025
2 www.tinyurl.com/eunupri-19

Témoignages de Lucens

Lucens, 1962: la première pierre de la centrale nucléaire expérimentale est posée. Elle ne fonctionnera à plein régime que 10 jours, brutalement arrêtée le 21 janvier 1969, après l'incendie d'un des éléments du réacteur. Ce dernier est situé en profondeur, sous une colline. Les radiations sont confinées et isolées, l'entrée rapidement bétonnée. Par chance, personne ne se trouvait dans le local et le système d'alarme a fonctionné.

Quel impact cet événement a-t-il encore aujourd'hui sur les habitants des environs ? Emmanuelle Ryser[1] a recueilli les témoignages d'habitants, aujourd'hui âgés, proches de « La nucléaire » dès sa construction ainsi que de quatre membres de l'équipe responsable à la Centrale.

L'ancien directeur d'exploitation, ingénieur EPFZ, un physicien en génie atomique EPFL et deux opérateurs se sont réunis à cette occasion. Ils évoquent de belles années. Ils ont conçu et construit ensemble certains éléments, partagé leur passion pour cette nouvelle technique si prometteuse. Ils ont participé à un événement exceptionnel, sans craindre de possibles effets néfastes. Pendant l'accident, aucune panique ; aucun danger pour la population. Pour le démantèlement - sans budget - ils ont dû improviser et trouver des solutions. Et lors de la fusion des deux réacteurs de Tchernobyl, la petite équipe, sollicitée par les Soviétiques, s'est rendue sur les lieux et a conseillé « en uniforme de l'armée soviétique ». L'URSS savait !

Les habitants de Lucens, voisins de la Centrale, ne sont pas sereins : information superficielle avant la construction, rien après. Ils n'ont pas pu réaliser les enjeux sanitaires. **« Personne n'a eu peur quand cet accident est arrivé parce qu'on nous a tout caché »**. Ils se questionnent : l'accident serait-il responsable des cancers subis par eux-mêmes, par des parents ou par des voisins ?

Aucun examen médical n'a été entrepris après l'accident ni organisé sur le long terme par la Confédération ou le Canton. Ils n'ont pas connaissance de statistiques sur le sujet - s'il y en a. On a raconté qu'une femme de ménage aurait lavé des combinaisons des décontamineurs sans protection ; elle est décédée quelques années après d'un cancer généralisé. Les camionneurs n'auraient pas été décontaminés lors du démantèlement. Des bruits, des avis ? Sans démenti, sans enquête, on ne peut pas conclure.

Une photo de presse montre un « spécialiste mesurant la radioactivité » d'un employé, mains nues, le 29 janvier 1969.

Daniel B. témoigne : sa femme, alors âgée de 26 ans, habitait tout près de « La Nucléaire » lors de l'accident ; elle est décédée d'un cancer du sein puis des os en 2004, son beau-frère et une amie sont aussi décédés du cancer. Madeleine B. avait 22 ans, comme quatre autres jeunes femmes lors de l'accident. Quatre ont souffert d'un cancer du sein, dont elle : « Évidemment on fait l'analogie. {...} J'aimerais bien savoir », dit-elle. **Daniel B. se demande : « Y en a-t-il plus (de cancers) dans cette région ? » Il regrette : « La question a toujours été éludée. »** Lucienne M. évoque la séance d'information précédant la construction : « Vous n'aurez pas plus de contact avec le danger qu'avec votre montre à quartz ». Elle réalise que personne ne faisait la relation entre ce qui allait se construire et le danger du nucléaire. Elle a « le sentiment d'avoir été bernée ».

Que révèlent ces témoignages ? Manque d'information ? Déni du danger par les scientifiques et les autorités ? Absence d'expérience d'accidents d'autres centrales ? En fait, le seul signalé, en Californie à Santa Susana, en 1959, reste inconnu du public.

Finalement, on constate l'impréparation sociale, sanitaire, technique et financière : pas de partage d'informations, de plan de protection, de suivi médical, de budget et d'anticipation du démantèlement pourtant incontournable.

La réponse aux habitants ? Aucun problème, tout va bien. Silence. Dans ce contexte, comment s'en persuader ? Les questions persistent, en particulier pour ce qui concerne la santé. Comment nos autorités gèreraient-elles aujourd'hui l'accident dans uune de nos centrales ?

Claire Peter, membre du comité, Lausanne

1 "Récits autour de la nucléaire de Lucens", Emmanuelle Ryser sous la direction d'A.-L. Veya et D. Friedmann, Archives Cantonales Vaudoises, 2025

Centrale nucléaire de Lucens, 13.02.1966. Photo: J-P Grisel.

Mission ou démission de l'OMS?

Yves Lenoir[1] est venu de Paris fin octobre à l'invitation de *Sortir du nucléaire*, *contrAtom*, des *Médecins en faveur de l'environnement* et de *Soigner les enfants de Tchernobyl* pour présenter son film « Tchernobyl, le monde d'après » et répondre aux questions du public. Voici ce que nous en retenons.

Pour comprendre pourquoi les instances de l'ONU ont manqué à leur mission de protéger les populations habitant les zones contaminées, il faut étudier l'histoire. En 1953, le Président étasunien Eisenhower lance la campagne *Atomes pour la paix*, pour développer l'énergie nucléaire. L'année suivante l'Autriche demande à l'OMS de fournir des normes internationales pour la protection des populations. Désemparée et sans financement pour créer un département dédié au sujet, **l'OMS se tourne alors vers la *Commission internationale de protection radiologique* (CIPR), une association de promoteurs du nucléaire civil, composée d'une minorité de médecins.** Depuis lors, les rapports de la CIPR sont signés OMS. Reculer maintenant demanderait à l'OMS d'admettre l'erreur de s'être reposée sur la sous-traitance par la CIPR, une instance biaisée sur le sujet. Ceci concerne spécifiquement le travail de l'OMS sur la radioactivité, pas son travail dans les autres domaines où elle intervient de façon indépendante et efficace, où il n'y a pas d'enjeu industriel.

Indépendance citoyenne

La catastrophe a été l'occasion en Biélorussie, Ukraine et Russie pour de nombreux officiels, chercheurs, chercheuses, médecins et personnel infirmier, de constater des lésions en surnombre. C'est cette confrontation directe avec le réel et avec des relevés de radioactivité ambiante anormaux qui a motivé la création de l'institut privé *Belrad*[2], comme ce fut le cas en France avec la création de la *Commission de recherche indépendante sur la radioactivité* (CRIIRAD). **Ce travail citoyen, financé par des dons, sauve en partie l'honneur des contemporains de la catastrophe.** La catastrophe, comme le répète Belrad et la CRIIRAD, n'a pas « eu lieu » mais « a commencé » en 1986. Les sols, le bois de chauffe et de construction, les produits alimentaires surtout, sont contaminés, menant à l'ingestion de césium, exposant les populations à des doses de radioactivité, faibles mais chroniques. La médecine a effectué des sauts qualitatifs depuis 1986, dans sa compréhension des effets des radiations, des manières de se protéger et de réduire le niveau de contamination interne. La pédiatre et professeure Galina Bandajevskaia de l'hôpital

Logo du collectif citoyen www.independentwho.org

de Minsk, raconte que des enfants par milliers sont atteints de pathologies cardiaques, et les chiffres ne faiblissent pas avec les années. Autre découverte: des cures de pectine de pomme facilitent par évacuation la réduction du taux de contamination interne des enfants. Ce qui fonctionnait sur les travailleurs des mines exposés aux métaux lourds fonctionne aussi pour les enfants exposés à la radioactivité.

Voir la réalité en face

Le lendemain de la projection, *Sortir du nucléaire* organisait une discussion avec notamment l'oncologue bâlois Claudio Knüsli et l'auteur d'études sur le déplacement de nuages de particules radioactives, le Dr. Frédéric Piguet. **Claudio Knüsli nous a partagé l'information fournie par la *Commission fédérale pour la protection contre les rayonnements et la surveillance de la radioactivité*, qui estime à 200 le nombre de décès supplémentaires dus au cancer en Suisse après Tchernobyl[3]. Ce qui nous a encore plus choqués, c'est le nombre de décès supplémentaires chez les nourrissons en Suisse après 1986 : environ 2000, selon des études menées par des scientifiques indépendants[4].** La recension de centaines d'études par le rapport *Tchernobyl, conséquences sur la population et l'environnement*[5] dirigée par Alexey Yablokov et Vassily Nesterenko, attribue 985'000 morts prématurées à la catastrophe de Tchernobyl.

Saurons-nous apprendre du passé ?
Peut-être, à condition de le regarder en face.

Philippe de Rougemont, Secrétaire gén. Genève

1 www.tinyurl.com/yves-lenoir-nucleaire
2 www.belrad-institute.org/Fr/doku.php
3 www.tinyurl.com/ofsp-tchernobyl
4 www.tinyurl.com/jwhcm-2024
5 www.tinyurl.com/yablokov-2015

Le nucléaire imaginé

Un livre parmi tant d'autres, pourrait-t-on dire, consacré à l'atome et plus précisément au nucléaire civil. Sobre, accessible et bien documenté, l'ouvrage d'Ange Pottin, philosophe et chercheur, parcourt et commente trois quarts de siècle d'histoire du nucléaire en analysant les différents aspects scientifique, technique, historique et géopolitique qui ont fait de la France le plus grand parc de centrales nucléaires de l'Union européenne (57 réacteurs en 2025) et qui est le pays qui produit le plus d'électricité d'origine nucléaire dans l'UE.

Le sous-titre du livre *Le rêve du capitalisme sans la Terre* oriente déjà le futur lecteur sur l'équation difficilement réalisable d'un nucléaire propre, sûr, rentable, indépendant, et libéré de mère Terre. Un capital imaginé expurgé de ses déchets puisque ceux-ci deviennent des ressources accumulées prêtes à être réinjectées dans le circuit qui les a créées. Un capital fissible à disposition qui devrait garantir l'indépendance de la transition énergétique. Grâce à la science et à la technologie, en deux mots : au savoir-faire français maîtrisant le pouvoir de valorisation du combustible irradié.

Comment sortir du nucléaire tout en y restant ? Comment déconstruire l'image d'une énergie polluante, dangereuse et coûteuse en créant celle, fantasmée, d'un avenir radieux : une énergie propre, recyclable, sûre, indépendante de la Nature et… de lointains fournisseurs ? Et surtout pourquoi ?

L'activité industrielle nucléaire, rappelle l'auteur, ne peut pas être dissociée de son milieu. À savoir de ses infrastructures à bout de souffle, de plus en plus défaillantes, dangereuses et polluantes. On vise donc à embellir le futur et à invisibiliser, voire déformer, la réalité présente pour vendre un discours porteur d'un symbole idéalisé d'une perspective d'avenir.

Ce n'est pas nouveau. Faire miroiter une industrie déterrestrée date des années 1950–1960. Mais la situation a changé. La France a perdu ses colonies donc une partie de ses ressources et a la charge d'installations énormes et toxiques qu'il faudra bien démanteler tôt ou tard.

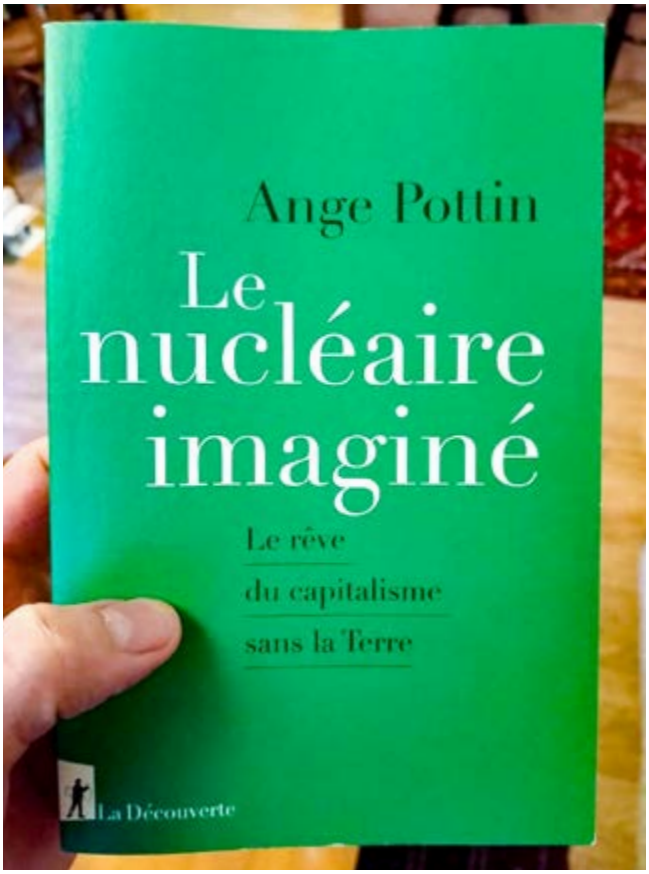
Mais aujourd'hui, le nucléaire français a besoin d'un plan de relance pour soutenir une transition énergétique que le pays veut réussir. Au moins dans les chiffres. La France a besoin du nucléaire pour y parvenir, elle qui a réussi à faire accepter l'énergie fissile comme une énergie verte (à l'instar du gaz naturel)[1] dans le cadre de l'Union européenne. **Derrière cette volonté (pour ne pas dire cet entêtement) de persévérer dans la voie nucléaire[2] se trouvent également la pression d'intérêts intérieurs et la survivance d'une ambition politique nationale quelque peu surannée.**

Et tant pis si la fusion est toujours au stade expérimental, si ces coûteux projets vident un peu plus le porte-monnaie de la collectivité, si la dépendance à des fournisseurs extérieurs reste inévitable. Alors même que la santé des équipes se détériore, que l'on n'arrive pas à recruter suffisamment de personnel qualifié, que les déchets s'accumulent.

Un ouvrage qui non seulement déconstruit l'arnaque du nucléaire vert, mais dévoile ce qui se cache derrière ce forcing politique et technocratique.

Christiane Yvelin, membre du comité, Genève.

1 www.hellowatt.fr/blog/label-vert-gaz-nucleaire/
2 op. cit. p.15 : L'ambition d'Emmanuel Macron déclarée le 10 février 2022 est de « faire en trente ans de la France le premier grand pays du monde à sortir de la dépendance aux combustibles fossiles, et de renforcer notre indépendance énergétique industrielle dans l'exemplarité climatique ». Et d'annoncer la construction de nouveaux réacteurs !



Ange Pottin, *Le nucléaire imaginé,* Éditions La Découverte, Paris, 2024

Exposition

Que représentent pour nous aujourd'hui les catastrophes d'Hiroshima et de Nagasaki ? Qui se souvient de leurs 200000 morts et des autres victimes de la bombe atomique, de leurs souffrances et de l'avenir tragique qui les attendait ? **L'installation de Nicolas Crispini au Musée international de la Réforme, à Genève[1], nous montre à quel point le monde d'alors - et d'après - a été anesthésié.**

C'est tout un panorama qui défile devant nos yeux : la victoire patriotique et ses récits mensongers, la réussite scientifique, le progrès technologique, la récupération culturelle et langagière entre autres étalages suprématistes. Occultant le crime, ses motivations, ses dévastations. On a gardé de la bombe sa plastique, sa puissance lumineuse et explosive pour créer un imaginaire jubilatoire. Les vainqueurs et leurs admirateurs s'en sont donné à cœur joie. **Les victimes étaient éloignées et silencieuses. Aujourd'hui, l'exposition nous permet de les entendre.** De très belles et surprenantes photographies de Nicolas Crispini sont également exposées tout au long du parcours..

Christiane Yvelin, membre du Comité, Genève

1 www.musee-reforme.ch

JAB
CH-1228 Plan-les-Ouates
P.P. / Journal

LA POSTE
Sortir du nucléaire - ch. de la Milice 2
1228 Plan-les-Ouates

Sortir du nucléaire

Association Sortir du nucléaire
info@sortirdunucleaire.ch
Téléphones (heures de bureau)
Administratif : 076 239 29 26
Politique : 076 693 62 93

Le comité
Ilias Panchard, président ; Christian van Singer, porte-parole ; Francine Duparc, trésorière ; Claire Peter ; François Pointet ; José Sanchez ; Christiane Yvelin

Le secrétariat
Philippe de Rougemont, secrétaire général.
Aurore Tillière, secrétaire administrative.

Impressum
Éditeur et rédaction, Sortir du nucléaire. Ch. de la Milice 2
1228 Plan-les-Ouates

À propos de ce journal
Mise en page : Philippe de Rougemont, Thomas Rüesch, Genève.
Relecture : Sophie Laissue, La Chaux de Fonds.
Fichier : Aurore Tillière, Plan-les-Ouates.
Appui : Ecodev, Neuchâtel.
Imprimerie et mise sous pli : EDIPRIM, Bienne.

Rédaction
Philippe de Rougemont (coordination); Ilias Panchard; Claire Peter; Christian van Singer; Christiane Yvelin.

Tirage
1'200 ex. Imprimé avec du courant 100 % renouvelable.
Papier 100 % recyclé, Lettura72
Périodicité : 4 x par an.

Merci pour vos dons, quel que soit le montant.
CCP : 10-19179-8
IBAN :
CH02 0900 0000 1001 9179 8

Je soutiens

Faire un don sur notre site web

sortirdunucleaire.ch/don